

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 1991 B 02101

Numéro SIREN : 318 744 406

Nom ou dénomination : GESTION TECHNOLOGIE FINANCE CONSEIL

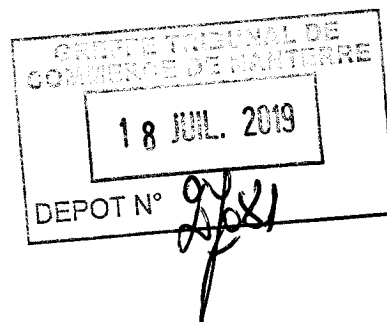
Ce dépôt a été enregistré le 18/07/2019 sous le numéro de dépôt 27081

Eric BACHELIER

**138, boulevard de la République
92210 – SAINT CLOUD**

COGEP AUDIT

**2658 Route d'Orléans
18230 – SAINT DOULCHARD**



GTF CONSEIL SA

**Rapport des Commissaires aux Comptes
sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 Décembre 2018

GTF CONSEIL SA

3, Rue des Quatre-Cheminées – 92100 – BOULOGNE-BILLANCOURT

GTF CONSEIL SA

Siège social : 3, Rue des Quatre-Cheminées – 92100 – BOULOGNE-BILLANCOURT

Capital social : €. 484.800

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 Décembre 2018

Aux Actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société **GTF CONSEIL** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux Comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

5

.../...

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes consolidés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société¹¹ ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire.

.../...



GTF CONSEIL SA

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 Décembre 2018

Responsabilités des Commissaires aux Comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- ✓ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ✓ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ✓ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;



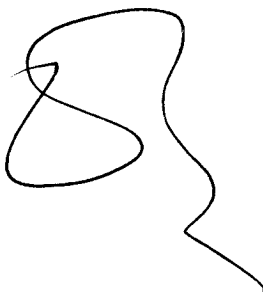
.../...

- ✓ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ✓ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- ✓ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Les Commissaires aux Comptes

Saint Cloud et Paris, le 11 juin 2019

Eric BACHELIER



COGEP AUDIT

Stéphane SINTES

Associé



SA GTF CONSEIL

Comptes consolidés au 31 décembre 2018

BILAN CONSOLIDE

DU GROUPE GTF AU 31/12/18

ACTIF

PASSIF

	2 018	2 017		2 018	2 017
<i>actif immobilisé</i>			<i>capitaux propres (part du groupe)</i>		
ecart d'acquisition positif	4 558 385	4 558 385	capital	484 800	484 800
immobilisations incorporelles	7 317 758	22 648 638	réserves consolidées	30 062 942	26 152 573
immobilisations corporelles	332 219	419 419	résultat consolidé	53 266 970	3 959 481
immobilisations financières	5 329 650	5 213 874	subvention d'investissement	9 494	9 924
titres mis en équivalence	143 412	63 602	Total capitaux propres	83 824 205	30 606 779
			intérêts minoritaires réserve	216 908	886 270
			intérêts minoritaires résultat	138 930	125 246
stocks et en cours	2 798 747	5 881 615	écart d'acquisition négatif	1 438 108	2 439 436
clients et comptes rattachés	10 648 749	12 432 521	provisions pour risques et charges	1 036 650	1 706 827
autres créances et comptes de régularisation	2 498 509	3 054 212			
			<i>dettes</i>		
valeurs mobilières de placement	0	0	emprunts et dettes financières	3 978 284	2 869 213
disponibilités	75 001 756	4 284 786	fournisseurs et comptes rattachés	6 559 735	10 492 156
impôt différé	202 531	215 158	autres dettes et comptes de régularisation	11 638 897	9 646 283
total de l'actif	108 831 718	58 772 210	total du passif	108 831 718	58 772 210

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE DU GROUPE GTF AU 31/12/18

	2018	2017	Variation
chiffre d'affaires	72 597 914	76 124 317	(3 526 403)
autres produits d'exploitation	2 486 787	1 160 088	1 326 699
achats consommés	(18 029 193)	(18 315 018)	285 826
autres charges d'exploitation	(21 725 096)	(21 162 544)	(562 553)
charges de personnel y compris participation des salariés	(27 459 101)	(26 993 708)	(465 393)
impôts et taxes	(1 597 741)	(1 368 380)	(229 361)
dotations aux amortissement et aux provisions	(1 600 895)	(3 658 734)	2 057 839
résultat d'exploitation	4 672 675	5 786 021	(1 113 346)
charges et produits financiers	(127 297)	(190 275)	62 978
résultat courant des entreprises intégrées	4 545 378	5 595 746	(1 050 368)
charges et produits exceptionnels	52 256 304	(329 207)	52 585 511
impôts sur les résultats	(4 476 920)	(1 728 426)	(2 748 494)
résultat net des entreprises intégrées	52 324 762	3 538 113	48 786 649
quote part dans les entreprises mises en équivalence	79 810	43 960	35 850
reprise des écarts d'acquisition	1 001 327	502 654	498 673
résultat net de l'ensemble consolidé	53 405 900	4 084 728	49 321 172
intérêts minoritaires	138 930	125 246	13 684
résultat net (part du groupe)	53 266 969	3 959 482	49 307 488
Résultat par action - 30300 actions	1757,99	130,68	1627,31
Résultat dilué par action			

Le groupe GTF exerce principalement deux activités : prestations service auprès des laboratoires pharmaceutiques (activité du groupe GSA) et laboratoires (TONIPHARM). Le laboratoire Diététique et Santé a une double activité : prestation de service et laboratoire.

L'activité de prestation de service est réalisée par les sociétés GSA Healthcare, GSA FORMATION et GSA Healthcare Sprl.

La société GSA détient depuis 2012 : 30% DIAPASON GROUP.

L'activité pharmaceutique était réalisée au sein du laboratoire Tonipharm.

FAITS MARQUANTS :

Le laboratoire Tonipharm a cédé en juillet 2018 à la société Curae Lab ses participations dans les sociétés JALDES (100%), IDD BIOTECH (7.43%) et KERECIS (15.71%). Curae Lab est une nouvelle société dont GTF détient 97%.

La société Tonipharm a été cédée le 31/12/18. Cette société sort de la consolidation du groupe, le résultat de l'année 2018 est intégré dans le résultat groupe pour un montant de 3.79 M€. L'activité de Tonipharm est ventilée sur chaque poste comptable.

La plus-value de cession consolidée de la société Tonipharm est de 52 M€.

1°) Méthode

La méthode appliquée pour l'établissement de ces comptes consolidés est celle de l'intégration globale pour les sociétés dont GTF exerce un contrôle quasi exclusif.

Diapason Group et la société Expansion Consulteam ont été consolidées selon la méthode de mise en équivalence.

Les sociétés suivantes n'ont pas été consolidées :

- IDD BIOTECH : Curae Lab ne détient que 7.43% des titres.
- KERECIS : Curae Lab détient 15.71% des titres.
- CAG PHARMA : Gtf détient 5.26% des titres.

Les comptes consolidés sont établis conformément aux dispositions de la législation française et notamment aux dispositions du règlement 99-02 du comité de réglementation comptable du 29/04/1999.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes consolidés.

PERIMETRE ET METHODE DE CONSOLIDATION 31/12/18

Pourcentage de contrôle et d'intérêts					
Sociétés	Pourcentages de contrôle			Méthodes de consolidation	% d'intérêts
	Direct	Indirect	Total		
LDS	1		1	intégration globale	100,000%
GSA Healthcare	0,97125		0,97125	intégration globale	97,125%
JALDES		0,9700	0,97000	intégration globale	97,000%
GSA FORMATION	1		1,00000	intégration globale	100,000%
CURAE LAB	0,97000		0,97000	intégration globale	97,000%
GSA Healthcare (BELGIUM)	0,85000		0,85000	intégration globale	85,000%
EXPANSION CONSULTTEAM	0.40		0.40000	mise en équivalence	40%
DLAPASON GROUP		0,291375	0,29138	mise en équivalence	29,138%

A noter que les filiales françaises consolidées selon la méthode de l'intégration globale sont toutes gérées sur le plan administratif par la Société Mère.

La méthode de l'intégration globale a constitué à :

- retraiter les comptes annuels des sociétés (retraites, impôts différés);
- cumuler les bilans et comptes de résultat des entreprises intégrées ;
- éliminer les opérations réciproques (Clients – Chiffre d'affaires ; Fournisseurs – Charges ; Créances et dettes financières - Produits et charges financières) et non réciproques (cession interne de titre) ;
- éliminer les participations des filiales figurant au bilan de la société Mère et leurs situations nettes.

La méthode de la mise en équivalence a constitué à :

- substituer à la valeur comptable les titres détenus, la quote-part des capitaux propres y compris le résultat de l'exercice déterminé d'après les règles de consolidation.
- éliminer les opérations et comptes entre l'entreprise mise en équivalence et les autres entreprises consolidées.

2°) Traitement des écarts d'acquisitions

- écart d'acquisition positif :

Conformément au règlement 2015-07 du 23 novembre 2015 modifiant l'annexe du règlement 99-02 du 29 avril 1999 du comité de la réglementation comptable modifié relatif aux comptes consolidés ayant trait à l'amortissement des écarts d'acquisition, il a été déterminé que les écarts d'acquisition n'avaient pas de durée limite d'utilisation.

Le groupe GTF CONSEIL a décidé de ne plus pratiquer d'amortissement des écarts d'acquisition. Il a, de fait, été décidé de pratiquer des tests de dépréciation. Ces tests n'ont pas révélé la nécessité de comptabiliser de provision correspondante. L'écart d'acquisition de 4 558 385 euros se décompose de la manière suivante : JALDES-PECH pour 4 543 724 € et NOLVA pour 14 661€.

- écart d'acquisition négatif :

L'acquisition du laboratoire LDS fait apparaître un écart d'acquisition négatif de 2 936 929 €, une reprise de 1 000 000 € a été effectuée sur l'année 2018. L'écart est repris sur 3 ans de façon linéaire depuis le 01 juillet 2017.

3°) Commentaires sur les postes du bilan consolidé

Les filiales et la société GTF appliquent les mêmes méthodes d'évaluations comptables, le principe d'homogénéité est respecté.

Actif :

- écart d'acquisition des sociétés consolidées (voir traitement des écarts d'acquisitions).
- les immobilisations incorporelles comprennent les logiciels, marques, brevets, Amm.

Les brevets sont amortis sur la durée de protection légale ou sur leur durée de vie économique lorsqu'elle est inférieure.

Les Amm sont amortis sur la durée légale de 10 ans.

Les licences sont amorties sur la durée du contrat ou sur leur durée de vie économique lorsqu'elle est inférieure.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Une campagne publicitaire nationale (télévision et presse) concernant les produits Ginkor et Alodont a de nouveau été effectuée.

- les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition et sont amorties selon le mode linéaire sur les durées de vie économique (3 à 10 ans).
- les immobilisations financières sont constituées des titres et créances sur participations des entreprises non intégrées, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.
- les stocks et en-cours sont évalués à leur coût d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à leur coût théorique, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.
- Les créances sont évaluées pour leur valeur nominale, les cas échéants, elles ont été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.
- les autres créances et comptes de régularisations sont les charges constatées d'avance, créances sur cession d'immobilisation, créanciers divers, avances et acomptes.

Passif :

- le capital est celui de la Société Mère ;
- les réserves consolidées sont :
 - le résultat de l'élimination des titres de participation et des situations nettes des filiales après répartition en fonction du pourcentage de détention par GTF ;
 - les réserves propres de la société GTF ;
- le résultat consolidé est :
 - la sommation des résultats de chacune des filiales retraitées en fonction de leur pourcentage de détention par GTF ;
 - la provision pour retraite du groupe GTF et les impôts différés
 - le résultat de la mise en équivalence
- les intérêts minoritaires regroupent la part des minoritaires dans les réserves ainsi que dans le résultat.
- les provisions pour charges sont principalement constituées des provisions pour retraite (683 K€), l'indemnité est versée à tout salarié ayant 5 ans d'ancienneté, elle correspond à 3/10 de mois par année de présence à compter de la date d'entrée dans l'entreprise et ne peut excéder 9 mois de salaire.
- les dettes financières sont les comptes créditeurs de banque, les emprunts (2.5 M€) et le compte courant des dividendes non versés (628 K€).
- les autres dettes et comptes de régularisation sont principalement constitués des comptes débiteurs divers et des dettes sur immobilisations.

4°) Commentaires sur le compte de résultat consolidé

- Après éliminations des opérations réciproques et des différents retraitements, le résultat consolidé de l'ensemble s'établit à + 53 405 900 euros, soit une différence négative de (- 27 056 795) euros par rapport à la sommation des résultats comptables 80 462 695 euros. La cession du laboratoire Tonipharm a dégagé un résultat exceptionnel de + 52 265 272 euros.

Cette différence résulte :

- de la charge d'impôt + 6 002 liée à l'impôt différé
- de l'augmentation de la provision retraite (-81 867)
- des résultats de mise en équivalence (+ 79 810)
- de la neutralisation de distribution dividende Gsa Healthcare (-485 625) et Tonipharm (-9 665 080)
- de la neutralisation de la cession du savoir-faire Jailys (- 2 786)
- de la reprise des écarts d'acquisition de Gsa formation (+1 327) et LDS (+ 1 000 000)
- Dernière valeur en consolidation Tonipharm retraitée (VNC) : (-17 908 576)

5°) Evénements postérieurs au 31/12/18

- Néant

Annexe

Tableau des immobilisations incorporelles	p9
Tableau des immobilisations corporelles	p9
Tableau des immobilisations financières	p9
Stocks 2017-2018	p10
Clients et comptes rattachés 2017-2018	p10
Provisions pour risques et charges 2017-2018	p10
Impôts différés actifs nets 2017-2018	p10
Autres comptes du bilan	p11
Analyse du compte de résultat (provision, exceptionnel..)	p12
Tableau de variations des capitaux propres	p13
Tableau des flux de trésorerie	p14
Tableau de rapprochement impôt théorique-comptabilisé	p15

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	2017	mvt perimetre	+	-	2018
Ecart d'acquisition	6 494 331		0		6 494 331
Fonds de commerce	3 809 636		0		3 809 636
Marques, brevets, concession, autres	44 881 800	(40 253 300)	252 262	0	4 880 762
Logiciels	6 278		19 360	(8 160)	17 478
Total valeurs brutes	55 192 045	(40 253 300)	271 622	(8 160)	15 202 207
Amortissements écart d'acquisition	1 935 946		0	0	1 935 946
Amortissements fonds commerce	430 368		0	0	430 368
Amortissements marques, brevets	25 612 430	(25 930 569)	1 279 298	(8 160)	952 998
Amortissements logiciels	6 278		473	0	6 751
Total amortissements, provisions	27 985 022	(25 930 569)	1 279 771	(8 160)	3 326 063
Valeurs nettes	27 207 023				11 876 144

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2017	mvt perimetre	+	-	2018
Terrains	(0)		0	0	(0)
Construction	91 020		0	0	91 020
Tableau	18 105		0	0	18 105
Matériel et outillage	544 605	(47 382)	62 665	(198 255)	361 633
Agencements, installations et autres	321 092		0	0	321 092
Immobilisations en cours -avance	40 900		0	0	40 900
Total valeurs brutes	1 015 722	(47 382)	62 665	(198 255)	832 749
Amortissements frais terrain, construction	27 111		9 162	0	36 273
Amortissements matériel et outillage	353 218	(7 595)	100 223	(198 255)	247 591
Amortissements agencements	215 977		692	0	216 669
Total amortissements	596 306	(7 595)	110 077	(198 255)	500 533
Valeurs nettes	419 416				332 216

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

	2017	mvt perimetre	+	-	2018
Autres titres de participations	4 801 703	0	99 520	0	4 901 223
Créances sur autres titres	34 771	(1 118)	273 082	(34 771)	271 964
Autres immobilisations financières	377 400	(125 123)	4 186	(100 000)	156 463
Total valeurs brutes	5 213 874	(126 242)	376 789	(134 771)	5 329 650

STOCKS

	2017	mvt perimetre	+	-	2018
- Matières premières	536 043			(406 432)	129 611
- Travaux en cours	0			0	0
- Produits finis	5 385 851	(5 283 190)	2 566 476		2 669 137
Valeur brute	5 921 894	(5 283 190)	2 566 476	(406 432)	2 798 748
- Provisions	(40 278)			40 278	(0)
Valeur nette	5 881 616				2 798 748

CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

	2017	mvt perimetre	+	-	2018
Valeur brute	12 752 080	(3 268 667)	1 464 927		10 948 340
- Provisions	(319 559)	0	0	19 968	(299 591)
Valeur nette	12 432 521				10 648 749

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	2017	mvt perimetre	+	-	2018
Provisions pour retraites et autres avantages	802 022	(42 000)	126 048	(202 253)	683 817
Ecart d'acquisition négatif	2 439 436			(1 001 328)	1 438 108
Autres provisions pour risques	904 806		85 000	(636 973)	352 833
Total provisions pour risques et charges	4 146 263	(42 000)	211 048	(1 840 554)	2 474 757

IMPOTS DIFFERES ACTIFS NETS

	2017	mvt perimetre	+	-	2018	Variation
Impôts différés sur						
- Retraitements de consolidation	32 109	(4 630)	0	(21 286)	6 193	(25 916)
- Provision pour retraites	183 049	(13 999)	42 012	(14 724)	196 338	13 289
Total impôts différés actifs nets	215 158	(18 629)	42 012	(36 010)	202 531	(12 627)

TRESORERIE

	2 017	mvt perimetre	+	-	2 018
Vmp	0			0	0
Disponibilités	4 284 786	(115 862)	70 832 833		75 001 757
Total trésorerie	4 284 786		70 832 833	0	75 001 757

DETTES FINANCIERES

	2017	mvt perimetre	+	-	2018
Concours bancaires	35 430	(12 651)	(2 612)		20 167
Factoring	587 006			105 752	692 758
Compte courant - dividende	363 084		848 005	(582 414)	628 674
Emprunt	1 744 495	(250 000)	3 000 000	(1 967 238)	2 527 257
Dépôt et cautionnement reçus- Fonds de participation	139 200			(29 772)	109 428
Total dettes financières	2 869 214	(262 651)	3 845 392	(2 473 672)	3 978 284

FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

	2017	mvt perimetre	+	-	2018
Fournisseurs	10 492 155	(4 493 048)		560 628	6 559 735
Total Fournisseurs et comptes rattachés	10 492 155	(4 493 048)	0	560 628	6 559 735

AUTRES DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION

	2017	mvt perimetre	+	-	2018
Dettes fiscales et sociales	6 986 294	(860 702)	3 097 163		9 222 755
Autres (aee clients - avance-pca)	2 659 983	(6 095)		(237 747)	2 416 141
Fournisseurs immobilisations	0			0	0
Total autres dettes et comptes de régularisation	9 646 277	(866 797)	3 097 163	(237 747)	11 638 896

AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION

	2017	mvt perimetre	+	-	2018
Valeur brute	3 054 213	(435 940)		(119 763)	2 498 510
- Provisions	0			0	0
Valeur nette	3 054 213	(435 940)	0	(119 763)	2 498 510

2

AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION-ECART ACQUISITION

Transfert de charges	1 243 108
Divers	344 206
Reprise provision retraite	202 253
Reprise dépréciation des stocks	40 278
Reprise dépréciation des créances	19 968
Reprise dépréciation divers	348 051
Reprise écart acquisition négatif	1 001 328
Reprise provision prud'homme	288 923
	3 488 114

DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS

Amortissement des immobilisations	1 389 847
Provision pour retraite	126 048
Provision pour risque et charge (prud'homme)	85 000
Provision pour dépréciation client	0
Provision - divers	0
Provision pour dépréciation stock	0
Dotation ecart acquisition positif	0
	1 600 895

CHARGES EXCEPTIONNELLES

Divers vignettage Tonipharm, perte produit	121 501
Pénalité, amende, litige	2 345
Pertes client	0
Provision pour litige	0
Provision règlementée	0
Provisions clients et marques, Amm	0
Vnc des immobilisations cédées	20 350 871
Cession Tonipharm	17 946 551
	38 421 268

PRODUITS EXCEPTIONNELS

Produit divers	18 533
Reprise sur provisions risques et charges	0
Reprise provision client	0
Reprise de provision litige	0
Cession des immobilisations	20 447 217
Cession Tonipharm	70 211 823
	90 677 573

TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES (PART DU GROUPE) 31/12/2018

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Autres				Total capitaux propres autres
					Ecart de conversion	Ecart de réévaluation	Titres entreprise consolidante	Report à nouveau	
Situation à la clôture 2016	484 800	0	23 737 582	3 130 818			0		27 363 555
Dividende distribué			-599 940						-599 940
									0
Situation à la clôture 2017	484 800	0	26 152 559	3 959 482			0		30 606 765
Dividende distribué				-499 950					-499 950
Affectation résultat			3 459 532	-3 459 532					0
Rés conso part groupe 2018				53 189 454					53 189 454
Subvention d'investissement								-430	-430
Autres 2017			603 250						603 250
Autres 2018			-152 602						-152 602
Mise en équivalence				77 516					77 516
Situation à la clôture 31/12/18	484 800	0	30 062 739	53 266 969	0	0	0	0	83 824 003

*Variation périmètre GSA-IDES

*Variation périmètre GSA-MEDIOPHARMA

*Variation périmètre GSA-IDIM

*Variation périmètre GTF-NOLVA 7%

*Capitaux propres GTF BELGIUM positifs - prise en compte des intérêts minoritaires

*Capitaux propres NOLVA négatifs - non prise en compte des intérêts minoritaires

*Consolidation DEDICATE

*TUP GTF COSMAPHARMA (18900 titre - 40044 situation nette 2012)

*Variation périmètre GTF-GSA FORMATION 4%

*Variation périmètre GTF-NOLVA-GSA FORMATION

*Part minoritaire/GSA tup DEDICATE

*Cession titre GSA Belgium

*Part minoritaire Curae Lab chez Jaldes

*Variation de périmètre Jaldes

*Variation de périmètre GSA Belgium

30 853

2012

2 013

2012

26 584

2012

13 662

2012

127

2012

-5 275

2012

53 679

2013

-15 044

2013

-20 036

2014

-493

2014

90 839

2014

-3 984

2018

-300

2018

14 105

2018

-34 128

2018

152 602

2018

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES 31/12/2018

Flux de trésorerie liés à l'activité	
Résultat net des sociétés intégrées	53 405 900
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non lié à l'activité	
- résultat des sociétés mise en équivalence	-79 810
- Amortissements et provisions des immobilisations	1 389 847
- Provisions risques et charges (ecart d'acquisition)	-1 001 328
- Provisions risques et charges (litiges)	-551 973
- Provisions retraite	-76 205
- plus ou moins value des immos cédées	0
- Impôts différés	-6 432
- Plus value de cession net d'IS Laboratoire Tonipharm	-49 383 906
- Plus value de cession Gsa Healthcare sprl	-96 345
Marge brute d'autofinancement	3 599 747
Variation du BFR lié à l'activité	
- Variation des stocks	-2 200 322
- Variation des clients et comptes rattachés	-1 484 895
- Variation des autres passifs/actifs d'exploitation	2 979 174
- Variation des fournisseurs et comptes rattachés	560 627
Flux net de trésorerie généré par l'activité (A)	3 454 331
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	
Acquisition d'immobilisations	-334 287
Variation fournisseurs et créances sur immobilisation	0
Cession de titres Gsa Healthcare sprl	100 330
Variation nette des immobilisations financières	-242 017
Incidence variation périmètre minoritaire	300
Incidence variation périmètre sortie Laboratoire Tonipharm	-65 236
Cession nette d'IS Laboratoire Tonipharm :	67 292 482
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement	66 751 572
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-582 414
Augmentation de capital en numéraire	0
Subvention d'investissement	0
Emission d'emprunts	3 000 000
Remboursement compte courant LDS	0
Incidence variation de périmètre :	0
Remboursements d'emprunts	-1 967 238
Remboursement emprunt crédit-bail	
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement	450 348
Variation de trésorerie (A+B+C)	70 656 251
Trésorerie d'ouverture	3 523 152
Trésorerie de clôture	74 179 403

Rapprochement entre la charge d'impôt théorique et réel	
Résultat des entreprises intégrées	53 405 900
Impôt	4 476 920
Resultat consolidé avant impot	57 882 820
Charge d'impôt théorique	19 294 273
Charge d'impôt réel	-4 476 920
Impôt forfait 3,3% et intégration fiscale	-239 613
Déficit hors intégration	309 485
Produits et Charges non déductibles (tvts, amendes,cice, contrôle fisca	-50 164
Reprise écart d'acquisition	-333 776
Retraitement impôt sur plus value de cession	-14 510 687
Différence taux impôt gsa healthcare sprl	43 592
Quote part de frais	33 836
Crédit d'impôt hors CICE	-43 423
Retraitement impôt mise en équivalence	-26 604
TOTAL	0